

LA CONVENTION EUROPÉENNE

LE SECRETARIAT

**Bruxelles, le 9 avril 2002
(OR. de)**

CONV 23/02

CONTRIB 7

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat

à la: Convention

Objet: Contribution présentée par un membre de la Convention

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe du
Ministre-Président Erwin Teufel, membre de la Convention.

Ministre-Président Erwin Teufel
Membre de la Convention sur l'avenir de l'Europe

Un Traité constitutionnel pour l'Union Européenne

- structure de base -

I. Des valeurs et des choix principaux dans l'Union Européenne

- l'Union européenne comme personnalité juridique
- le respect des principes de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme, les libertés fondamentales ainsi que les principes des droits
- le respect de l'identité nationale des États membres ainsi que de leur organisation interne (régions, autonomie administrative communale)
- la loyauté communautaire mutuelle
- la subsidiarité et la proportionnalité comme des principes de toute action européenne

II. L'Union et les citoyens

- la citoyenneté de l'Union (droits de séjour, droit de vote communal)
- référence à la Charte des droits fondamentaux comme partie intégrante du Traité constitutionnel ou bien intégration dans le texte du Traité constitutionnel

III. L'organisation institutionnelle

1. Institutions

- a) Parlement européen
 - composition
 - droit de vote uniforme
 - législation
 - droit d'initiative

- de vastes compétences budgétaires
- b) Conseil
 - séparation entre fonctions exécutives et législatives
 - Présidence
- c) Commission
 - élection du Président de la Commission par le Parlement européen/ en rapport avec des élections européennes
 - nomination et révocation des commissaires
- d) Cour européenne de justice
 - choix de juge par le Parlement européen
 - recours constitutionnel européen
 - droit d'agir en justice pour les régions ayant des compétences législatives
- e) Comité des régions
 - droit d'agir en justice
 - composition

IV. Législation

1. prise de décision au conseil à la majorité double des États et des populations comme procédure normale
2. procédure de codécision avec le Parlement européen comme procédure normale
3. Compétences d'exécution de la commission

V. Organisation de compétences

1. principe des compétences énumératives

2. énumération des compétences sur la base des traités existants; pourtant examen des précisions (p. ex. compétence de marché intérieur et l'article 308 du Traité CEE), rétrocession des compétences qui peuvent entre-temps être mieux exercées au niveau des États membres et transfert d'autres compétences à l'UE (politique étrangère et de sécurité commune; justice et affaires intérieures, p. ex. des compétences exécutrices pour Europol et la Police frontalière européenne).

les catégories suivantes:

- compétences exclusives de l'UE
 - compétences fondamentales de l'UE
 - compétences subsidiaires de l'UE
 - compétences des États membres qui ne sont pas modifiées par des les compétences de l'UE
3. principes de compétences (des définitions d'objectifs et des clauses horizontales ne constituent pas à elles seules la base pour une compétence; pas de recours à des dispositions générales en cas de non-existence d'une compétence spécifique)
 4. règlement sur la rétrocession de compétences de l'UE aux États membres (retour aux États membres lorsque l'exercice des compétences par l'UE n'est plus nécessaire)
 5. comité mixte servant à la surveillance des compétences (juridictionnel/ politique)

VI. Budget et finances

1. droit budgétaire: suppression de la distinction entre les dépenses obligatoires et les dépenses non-obligatoires
2. financement de l'Union européenne
3. fonds de solidarité

VII. Coopération renforcée

VIII. Dispositions finales et de transition

1. modifications du Traité constitutionnel
 2. modifications des autres Traités
 3. adhésions
-